

CENTRE D'ÉTUDES CONSTITUTIONNELLES
ET ADMINISTRATIVES

Direction : FRANCIS DELPÉRÉE

14

LE NOUVEAU CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'AUDIOVISUEL

Robert ANDERSEN - Denis BARRELET - Danielle CARNEROLI -
Jean-François DUMONT - Daniel FESLER - François HURARD -
François JONGEN - Evelyne LENTZEN - Dirk VOORHOOF

SOUS LA DIRECTION DE FRANÇOIS JONGEN

*Professeur à l'Université catholique de Louvain
Avocat au barreau de Bruxelles*

EXTRAIT

BRUYLANT
BRUXELLES

1 9 9 8

LA RÉFORME DES ORGANES DE RÉGULATION EN COMMUNAUTÉ FLAMANDE *

PAR

Dirk VOORHOOF

PROFESSEUR À L'UNIVERSITÉ DE GAND

1. — INTRODUCTION

1.1. — *La réforme actuelle des organes de régulation en Communauté flamande*

Le 3 décembre 1997, le Parlement flamand a voté un nouveau décret qui réorganise le Conseil flamand des Médias et qui prévoit l'instauration d'un Commissariat flamand aux Médias (1).

En grandes lignes, dans sa structure nouvelle, le Conseil flamand des Médias sera l'organisme qui donnera des avis au gouvernement et au parlement sur tout objet, sur tout aspect relatif à la politique des médias ; plus spécifiquement, les avis porteront sur les avant-projets de décrets et les projets d'arrêtés relatifs au secteur des médias.

De son côté, le Commissariat flamand aux médias — nouvel organisme à créer — aura la compétence de délivrer, de suspendre ou de retirer les agréments et les autorisations dans le secteur audiovisuel. Le Commissariat sera investi de pouvoirs de contrôle et de sanctions spécifiques. Ainsi, en cas de non-respect des prescriptions sur la publicité et le sponsoring ou en cas de non-respect des règles en matière de câblodistribution, le Commissariat pourra adresser un avertissement, prononcer une amende administrative ou — ultime sanction — suspendre

* La présente contribution a été rédigée en décembre 1997. Le texte a cependant été actualisé au 1^{er} septembre 1998 dans le cadre des notes infrapaginales.

(1) Décret du 17 décembre 1997 relatif au « Vlaams Commissariaat voor de Media » et au « Vlaamse Mediaraad », *M.B.*, 13 mars 1998, p. 7263.

Conseil flamand des médias et du Commissariat flamand aux médias d'une part, du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel d'autre part.

Mais avant d'analyser la situation actuelle et les développements en Communauté flamande en ce qui concerne les organes de régulation, il est certainement utile de faire tout d'abord un tour d'horizon de ce qu'il est coutume de dénommer « le paysage audiovisuel flamand » : une courte introduction générale permettra d'indiquer quels types de médias audiovisuels ressortissent actuellement à la compétence des divers organes de régulation en Communauté flamande.

1.2. — *Le paysage audiovisuel flamand* (1)

1.2.1. *Les télévisions*

Il faut d'abord citer les deux chaînes de l'organisme public, l'ex BRTN devenue VRT. Le premier janvier 1998 en effet, l'organisme d'intérêt public BRTN a été transformé en une société anonyme de droit public, portant la dénomination « Vlaamse Radio- en Televisieomroep », la VRT. TV1 est la chaîne généraliste, visant le grand public. Très récemment, TV2 a été réformée ; elle comprend désormais deux programmes : CANVAS et KETNET, ciblant d'une part les téléspectateurs plus exigeants en ce qui concerne les programmes culturels et informatifs (CANVAS) et d'autre part les enfants et les jeunes (KETNET) (2).

Il faut ensuite citer la télévision privée, VTM, avec ses deux chaînes VTM et Ka2. L'agrément de VTM comme TV commerciale s'adressant à l'ensemble de la Communauté flamande

(1) Pour une documentation plus approfondie : *Mediagids*, Kluwer Editorial (le « Guide des Médias » pour la Communauté flamande). Le secteur de l'audiovisuel en Communauté flamande actuellement tombe sous l'application des décrets relatifs à la radio-diffusion et à la télévision : Décr. 8 mars 1995, *M.B.*, 31 mai 1995, modifié Décr. 22 décembre 1995, *M.B.*, 12 janvier 1996, Décr. 2 avril 1996, *M.B.*, 16 mai 1996, Décr. 29 avril 1997, *M.B.*, 1^{er} mai 1997, err. *M.B.*, 17 mai 1997, Décr. 17 décembre 1997, *M.B.*, 13 mars 1998, Décr. 28 avril 1998, *M.B.*, 20 mai 1998 et Décr. 7 juillet 1998, *M.B.*, 18 juillet 1998 (« Décret sur l'audiovisuel »).

(2) Décret du 29 avril 1997 relatif à la transformation de la BRTN en une société anonyme de droit public, *M.B.*, 1^{er} mai 1997 et Arr. gouvern. fl. du 9 décembre 1997 relatif à la transformation de la BRTN en la société anonyme de droit public VRT et relatif à l'approbation des statuts, *M.B.*, 25 décembre 1997.

ur ou du
entation
el et qui
presque
el seront
Commis-
contrôle

ocales et
la radio
flamand
s seront
s compé-
esquelles
nand ou
nissariat
es ayant
pour les
actuelle
diovisuel
s médias

s médias
munauté
ériode de
i dans le
teur des
llélismes
e et les
e avec le
en ce qui
ences du

F. JONGEN,
la télévision

pe : Regula-
John Libey,
n of Broad-
et F. JON-

est exclusif jusqu'à présent (1), mais il existe pourtant d'autres organismes privés de télédiffusion.

Il s'agit d'abord des télévisions régionales qui, chacune, ont obtenu un agrément exclusif pour leur zone d'émission, zone qui ne peut comprendre plus de 15 % du nombre total des habitants de la région de langue néerlandaise et de la région bilingue de Bruxelles-Capitale. En ce moment, dix télévisions régionales sont opérationnelles. Leur zone de réception correspond soit à une grande ville (TV-BRUSSEL ou ATV, la télévision régionale d'Anvers), soit à une province (TV Limburg), soit à une partie de province : c'est le cas des télévisions régionales dans les provinces de Flandre occidentale (WTV à Courtrai et Focus à Ostende/Bruges) ou de Flandre orientale (AVS à Gand/Eeklo et ADS/Ka3 à Alost, Termonde et St. Nicolas) (2).

A côté des télévisions régionales, il existe encore quelques télévisions s'adressant aux groupes ciblés, entre autres une télévision pour les enfants et Senior TV. Une autre télévision opérant dans la Communauté flamande est Canal Plus, télévision à péage, actuellement avec deux chaînes néerlandophones, prochainement probablement avec trois chaînes.

Une dernière catégorie prévue dans la législation flamande est celle des organismes privés de télévision qui s'adressent au public avec d'autres genres de services. Le seul organisme de télévision-service qui a obtenu un agrément à ce jour est la TNCC, The Narrow Casting Company (3).

Par ailleurs, il faut évoquer la télévision privée VT4, un télédiffuseur qui s'est installé au Royaume Uni et qui a obtenu

une licence britannique s'adressant exclusivement à la Communauté flamande. Cette licence est adressée à un organisme privé de télédiffusion flamand qui a obtenu la licence pour la région de la Communauté flamande. Cette licence est adressée à un organisme privé de télédiffusion flamand qui a obtenu la licence pour la région de la Communauté flamande. Cette licence est adressée à un organisme privé de télédiffusion flamand qui a obtenu la licence pour la région de la Communauté flamande.

1.2.2. La radio

Les seules radios communales flamandes sont les radios locales, disposant d'une zone de réception de quelques mètres (2).

1.2.3. La câblodistribution

Pour compléter l'offre de télévision dans la Communauté flamande, qui jouent un rôle important dans la diffusion de la télévision ou la retransmission, le distributeur doit disposer d'un agrément pour installer une station de câblodistribution mentionnant les services qui peuvent être fournis et les programmes qui tombent sous un agrément de distribution.

(1) En juin 1997, la Commission Européenne a décidé que l'exclusivité de la licence de VTM comme télévision commerciale flamande était contraire aux articles 52 et 90, § 1^{er} du Traité de l'Union européenne : D. VOORHOOF, « Een tussenstand in de zaak VT4 tegen de Vlaamse Gemeenschap », note sous C.J.C.E., 5 juin 1997, *A&M*, 1997, 307-310 et P. VALCKE, « VT4 : van verboden Britse naar erkende Vlaamse zender », *Mediaforum*, 1998/1, 2-7. Depuis le décret du 28 avril 1998, l'exclusivité de la licence de VTM est abrogée : Décret du 28 avril 1998 modifiant certaines dispositions des décrets relatifs à la radiodiffusion et à la télévision, coordonnés le 25 janvier 1995, *M.B.*, 20 mai 1998.

(2) X., *Verslagboek Symposium Regionale Televisie in Vlaanderen en Nederland. Maatschappelijke functie, onafhankelijkheid en financiering*, Gent, Provincie Oost-Vlaanderen, 1996, 41 p. et E. DE BENS et K. RAEYMAECKERS (eds.), *Regionale Media in Vlaanderen. Een doorlichting*, Gent, Academia Press, 1998, 170 p.

(3) Décret du 20 décembre 1996, *M.B.*, 4 février 1997 et A.M. du 25 avril 1997, *M.B.*, 10 juillet 1997.

(1) D. VOORHOOF, « VT4 l bestel », *Mediaforum*, 1995/4.

(2) Art. 28-38 du décret du 28 avril 1998. Les articles 28, 29 et 30 de l'audiovisuel prévoit deux cas d'agglomération (Décret du 28 avril 1998 modifiant certaines dispositions des décrets relatifs à la radiodiffusion et à la télévision, coordonnés le 25 janvier 1995, *M.B.*, 20 mai 1998) ou de dire les radios qui s'adressent à la Communauté flamande.

une licence britannique, mais dont les programmes sont exclusivement adressés aux téléspectateurs flamands. Le Ministre compétent pour les médias avait interdit la télédistribution de VT4 en Communauté flamande, mais le Conseil d'Etat a suspendu cette décision du ministre en janvier 1995, en manière telle que, depuis lors, VT4 est diffusée par les télé distributeurs flamands. Prochainement, le Conseil d'Etat tranchera au fond la question de savoir si VT4 doit être considéré comme un vrai organisme britannique ou, en réalité, comme un organisme de télédiffusion flamande n'ayant pas un agrément comme télévision privée du gouvernement flamand (1).

1.2.2. *La radio*

Les seules radios s'adressant à l'ensemble de la Communauté flamande sont celles de l'organisme public, soit six programmes différents. Par ailleurs, il existe environ quelque 320 radios locales, dispersées sur toute la Flandre, toutes en théorie avec une zone de réception limitée à un rayon de 8 kilomètres (2).

1.2.3. *La câblodistribution*

Pour compléter l'esquisse du paysage audiovisuel en Communauté flamande, il faut enfin évoquer les réseaux câblés, qui jouent un rôle important en ce qui concerne la transmission ou la retransmission des programmes. Chaque distributeur doit disposer d'une autorisation du gouvernement flamand pour installer et exploiter un réseau câblé, cette autorisation mentionnant en même temps les programmes et les services qui peuvent être retransmis. Il y a des programmes qui tombent sous un « must-carry rule », c'est-à-dire des programmes que le distributeur doit transmettre. La retransmis-

(1) D. VOORHOOF, « VT4 kraakt samen met de Raad van State het Vlaamse omroepbestel », *Mediaforum*, 1995/4, 42-45 et P. VALCKE, l.c., 2-7.

(2) Art. 28-38 du décret sur l'audiovisuel et A.R. du 10 janvier 1992, *M.B.*, 20 mars 1992. Les articles 28, 29 et 32 viennent d'être modifiés. Le nouvel art. 29 du décret sur l'audiovisuel prévoit deux catégories de radios privées : les radios locales et les radios d'agglomération (Décret du 7 juillet 1998 portant modification des décrets relatifs à la radiodiffusion et à la télévision, coordonnés le 25 janvier 1995, *M.B.*, 18 juillet 1995). Les articles 38bis à 38quinquies ouvrent la possibilité d'agrément les radios par câble, c'est-à-dire les radios qui s'adressent à la totalité de la Communauté flamande.

sion des autres programmes est facultative, le « may-carry rule », alors que la retransmission de certains autres programmes est interdite.

Le distributeur peut également opérer comme radiodiffuseur : il lui est permis de transmettre un maximum de deux programmes d'enregistrements pour autant qu'ils soient composés exclusivement de musique ininterrompue (1).

2. — LA LÉGISLATION FLAMANDE SUR L'AUDIOVISUEL ET LES ORGANES DE « RÉGULATION »

2.1. — *Le décret de 1995 :* *« le décret sur l'audiovisuel »*

L'ensemble du cadre législatif des médias audiovisuels en Communauté flamande figure actuellement dans les décrets relatifs à la radiodiffusion et à la télévision coordonnés le 25 janvier 1995. Avant 1995, le cadre législatif était dispersé dans différents décrets spécifiques. C'est surtout dans les années 80 et au début des années 90 que la législation dans ce domaine avait connu un développement et une expansion très nette, qui s'étaient traduits à chaque fois par la promulgation de nouveaux décrets.

Il y eut ainsi les décrets portant statut de la radio et la télévision publiques (28 décembre 1979 et 27 mars 1991), les décrets relatifs à l'organisation et l'agrément des radios locales (6 mai 1982 et 7 novembre 1990), le décret sur les télévisions privées et la câblodistribution (28 janvier 1987), le décret sur les télévisions régionales (23 octobre 1991), le décret portant sur la réglementation de la publicité et le sponsoring à la radio et la télévision (12 juin 1991), le décret portant sur l'octroi d'autorisations d'émission aux organismes de radiodiffusion (14 juillet 1993) et le décret relatif aux réseaux de radio et de télédistribution et à l'autorisation requise pour l'établissement et l'exploitation des réseaux câbles et relatif à la promotion de la diffusion et la production des programmes de télévision (4 mai 1994).

(1) Art. 112, § 2, 7° du décret sur l'audiovisuel.

To
été c
Moni
diovi
repris
tuel
latif

Ac
forme
modi
par l
mois
devai
tice c
de la
oblige
du di
tive
décre
nales
matiè
texte
19 jui

Le
sur le
1° l'o
ma
ati
tic
cu
ne
rel
c'e
(ar

(1) C
Justitie
46.

(2) I
radiodif

may-carry
autres pro-

radiodiffu-
n de deux
ient com-

ISUEL

visuels en
es décrets
donnés le
it dispersé
dans les
on dans ce
nsion très
mulgation

et la télé-
1991), les
ios locales
télévisions
décret sur
t portant
à la radio
ar l'octroi
odiffusion
adio et de
blissement
notion de
télévision

Tous ces décrets et quelques arrêtés du Gouvernement ont été codifiés en un seul décret, dont le texte fut publié au *Moniteur belge* du 30 mai 1995. Entre-temps ce décret sur l'audiovisuel a — à son tour — déjà été modifié à plusieurs reprises par le Parlement flamand, soit sur des aspects ponctuels, soit par la promulgation de tout un nouveau cadre législatif pour la BRTN/VRT.

Actuellement ce même décret de 1995 vient d'être transformé, et même révisé profondément. Un décret apportant des modifications très importantes au décret de 1995 a été voté par le parlement flamand et est entré en vigueur depuis le mois de mai 1998. Il s'agit notamment des modifications qui devaient être apportées en suite des arrêts de la Cour de Justice des Communautés européennes du 10 septembre 1996 et de la décision de la Commission Européenne de juin 1997, qui obligent la Communauté flamande de se conformer aux règles du droit européen et plus spécifiquement aux règles de la Directive « Télévisions sans frontières » (1). En même temps, le décret modifie quelques règles concernant les télévisions régionales et prévoit un assouplissement de certaines règles en matière de publicité, de sponsoring et de télé-achat. Enfin, le texte transpose les dispositions de la nouvelle directive du 19 juin 1997 (2).

Le décret flamand sur l'audiovisuel contient des dispositions sur les domaines suivants :

- 1° l'organisme public de radiodiffusion de la Communauté flamande, la VRT (Titre II : art. 2-26) : statut, objet social, attributions, service public, organisation, contrat de gestion, recettes et comptabilité, personnel, dispositions particulières concernant les programmes, contrôle par le gouvernement. Le titre II contient aussi quelques dispositions relatives aux communications des autorités flamandes, c'est-à-dire du gouvernement ou du parlement flamand (art. 27) et les programmes concédés à des « tiers », c'est à

(1) C.J.C.E., 10 septembre 1996, *A&M*, 1996/4, 476 et D. VOORHOOF, « Het Hof van Justitie geeft de richtlijn 'TV zonder grenzen' een duwtje in de rug », *A&M*, 1997/1, 42-46.

(2) Décret du 28 avril 1998 modifiant certaines dispositions des décrets relatifs à la radiodiffusion et à la télévision, coordonnés le 25 janvier 1995, *M.B.*, 20 mai 1998.

- dire les programmes télévisés assurés par des associations idéologiques et politiques et les programmes radiophoniques par des associations idéologiques, politiques et socio-économiques (art. 27bis-27quater) ;
- 2° les radios locales (art. 28-38quinquies) : mission et zone de réception et conditions d'agrément ;
- 3° les organismes privés de télédiffusion (art. 39-77) : les catégories (cfr. *supra*), conditions d'agrément, dispositions relatives aux programmes ;
- 4° la protection des mineurs et l'interdiction des programmes qui incitent à la haine pour des raisons de race, de sexe, de religion ou de nationalité (art. 78) ;
- 5° la réglementation de la publicité et du sponsoring (art. 80-92) ;
- 6° l'émission et le transport des programmes (art. 95-98) ;
- 7° la diffusion des œuvres cinématographiques, des œuvres européennes et des œuvres européennes émanant de producteurs indépendants des organismes de télédiffusion (art. 99-104) ;
- 8° la câblodistribution (art. 105-115) : l'autorisation pour l'installation, l'exploitation, la transmission des programmes ;
- 9° les dispositions pénales en cas d'infraction aux règles du décret et des arrêtés d'exécution (art. 117-121).

Dans le décret sur l'audiovisuel de 1995, on trouve aussi les dispositions concernant les organes compétents en matière de « régulation ». Ce sont notamment le Conseil des radios locales (art. 30-31), le Conseil flamand des litiges pour la radio et la télévision (art. 79) et le Conseil flamand de la publicité et du sponsoring à la radio et la télévision (art. 93-94).

2.2. — *Le décret de 1985 instituant le Conseil flamand des Médias*

Pour compléter le cadre décretaal de l'audiovisuel en Communauté flamande, il faut également faire référence au décret du 2 mai 1985 instituant un Conseil flamand des médias. Ce conseil fonctionne depuis 1987 (1).

(1) D. VOORHOOF, « De Vlaamse Mediaraad », *Mediagids/Mediarecht, Algemeen Mediarecht*, 3., Voo 1-8.

En m
flamand
étaient j
le Conse
la radio
du spon

Avant
compète
domaine
situation
tance de
trative
essentiell
arrière e
importar
indépend

En ce
compéter
récemme
de l'auto
fiquemen
inévitabl
compéter

En ce
compéter
tion écho

(1) D. Vo
naar VRT
omroep), Vo
Pour une pe
développeme
Public, Brux

2.3. — *Les organes de régulation*

En matière de régulation de l'audiovisuel en Communauté flamande, quatre organes avec des compétences spécifiques étaient jusqu'ici opérationnels : le Conseil flamand des Médias, le Conseil des radios locales, le Conseil flamand des litiges pour la radio et la télévision et le Conseil flamand de la publicité et du sponsoring à la radio et la télévision.

Avant d'en analyser le rôle, il convient aussi de souligner les compétences actuelles du gouvernement flamand dans le domaine de l'audiovisuel, tant il est vrai que ce tableau de la situation actuelle est nécessaire pour mieux percevoir l'importance de la réforme en cours en qui concerne la police administrative de l'audiovisuel. La réforme se caractérise en effet essentiellement par le fait que le gouvernement fait un pas en arrière et que — dans un futur proche — les compétences importantes seront déléguées à une autorité administrative indépendante, le Commissariat flamand aux médias.

3. — LES ORGANES DE RÉGULATION
DE L'AUDIOVISUEL3.1. — *Le Gouvernement flamand*

En ce qui concerne la radio et la télévision publiques, les compétences du gouvernement flamand ont été réduites très récemment. La BRTN, devenue VRT, a manifestement gagné de l'autonomie vis-à-vis des autorités politiques et, plus spécifiquement, vis-à-vis du gouvernement flamand, même si — inévitablement — le gouvernement garde encore quelques compétences en ce domaine (1).

En ce qui concerne les radios et les télévisions privées, les compétences essentielles d'agrément, de contrôle et de sanction échoient à l'heure actuelle au gouvernement.

(1) D. VOORHOOF, « De Openbare omroep van de Vlaamse Gemeenschap, van BRTN naar VRT : juridisch kader », *Mediagids/Mediarecht, Radio en Televisie* (openbare omroep), Voo 1^{re}-22 et J. CEULEERS, « Van BRTN naar VRT », *T.B.P.*, 1997, 583-588. Pour une perspective des développements : D. VOORHOOF, « De la BRT à la BRTN : développements récents dans l'audiovisuel flamand », F. JONGEN (ed.), *Médias et Service Public*, Bruxelles, Bruylant, 1992, pp. 177-190.

es associations
es radiophoni-
iques et socio-

ion et zone de

1977) : les caté-
gories rela-

es programmes
ce, de sexe, de

soring (art. 80-

art. 95-98) ;

s, des œuvres
anant de pro-
télédiffusion

tion pour l'ins-
rogrammes ;
aux règles du
21).

rouve aussi les
en matière de
radios locales
la radio et la
ublicité et du
t).

isuel en Com-
ence au décret
les médias. Ce

ht, *Algemeen Media-*

a) *Les compétences gouvernementales vis-à-vis de l'organisme public de radiotélévision*

Il est important de constater que le gouvernement flamand n'a de compétence ni en ce qui concerne l'agrément de la BRTN/VRT, ni en ce qui concerne l'autorisation d'émission et de transport. Cet agrément et cette autorisation se trouvent dans le décret même, et c'est donc le parlement flamand qui a décidé de ces aspects (art. 3-4 et 95, § 5). Le gouvernement reste, aux termes du décret, obligé d'assigner à la BRTN/VRT les fréquences nécessaires à l'exploitation de ses appareils émetteurs (art. 95, § 4).

Toutefois, il reste des compétences importantes dans les mains du gouvernement vis-à-vis la radiotélévision publique comme par exemple :

- la conclusion d'un contrat de gestion avec la VRT, contrat qui établit des objectifs mesurables dans le cadre du service public assuré par la VRT et des objectifs concernant la politique du personnel et la politique financière de la VRT ;
- la tutelle du gouvernement flamand, qui par l'intermédiaire d'un représentant communautaire, peut annuler toute décision des organes de la VRT qu'il estime contraire aux lois, décrets, arrêtés ou contrat de gestion (1) ;
- la compétence en ce qui concerne l'agrément des « tiers », donc des associations idéologiques et politiques ayant accès à la radio et la télévision avec des programmes propres. Le gouvernement fixe également annuellement le temps d'antenne attribué à chaque association ainsi que le montant de subvention.

b) *Les autres compétences du gouvernement flamand dans le secteur de l'audiovisuel*

Pour le reste, les compétences du gouvernement flamand se situent dans les domaines suivants :

(1) On peut constater ici une différence importante entre le texte authentique en néerlandais et la traduction française en ce qui concerne le recours motivé contre une décision de la VRT par le représentant communautaire du gouvernement flamand. Le texte du décret dit dans l'article 25, § 2 : « *Het beroep schort de beslissing op* », tandis que la traduction française stipule que : « *Le recours n'est pas suspensif de la décision* ».

— l'agrément
sion et
— l'agrément
compé
— l'autorisation
la rad
de ret
— l'autorisation
avec c
tion.
reils é
reils d
tion d
sion ;
— l'autorisation
câblés
torisat

Hormis
domaine
également
retransmi
infraction
du décret
autres de
tuite et d
sons de r
vernemen
procédure
fication à

Il reste
régulation
compéten
des pouv
évaluation

L'insta
coïncidé

organisme

flamand
nt de la
nission et
trouvent
mand qui
ernement
TN/VRT
appareils

dans les
publique

, contrat
du service
nt la poli-
VRT ;
'intermé-
annuler
contraire
);
s « tiers »,
ant accès
opres. Le
nps d'an-
montant

d dans le

amand se

ique en néer-
une décision
Le texte du
ue la traduc-

- l'agrément des radios locales, avec compétence de suspension et de retrait de l'agrément ;
- l'agrément des organismes privés de télédiffusion, avec compétence de suspension et de retrait de l'agrément ;
- l'autorisation de diffuser de la publicité et du sponsoring à la radio et la télévision, avec compétence de suspension et de retrait de l'autorisation ;
- l'autorisation d'émission et de transport des programmes, avec compétence de suspension et de retrait de l'autorisation. Dans ce domaine, il s'agit de l'utilisation des appareils émetteurs des signaux de radiodiffusion ou des appareils destinés à assurer le transport par radiocommunication de signaux de radiodiffusion à des fins de radiodiffusion ;
- l'autorisation d'installation et d'exploitation des réseaux câblés, avec compétence de suspension et de retrait de l'autorisation.

Hormis ces compétences plutôt « classiques » dans le domaine de la police de l'audiovisuel, le gouvernement dispose également d'une compétence spécifique de suspension de retransmission d'un programme. Il s'agit ici du cas d'une infraction évidente, importante et grave au sens de l'article 78 du décret sur l'audiovisuel qui interdit la diffusion entre autres des programmes pornographiques ou de violence gratuite et des programmes qui incitent à la haine pour des raisons de race, de sexe, de religion ou de nationalité. Si le gouvernement souhaite exercer cette compétence, il doit suivre la procédure prévue à l'article 78, avec éventuellement une notification à la Commission européenne.

Il reste à apprécier les pouvoirs actuels des organes dits de régulation. Pour chacun, on précisera ci-après le domaine de compétence, le mode de composition et une courte description des pouvoirs spécifiques. A chaque fois, on ajoutera une brève évaluation de l'action menée jusqu'ici.

3.2. — *Le Conseil flamand des médias*

L'instauration du Conseil flamand des médias en 1987 a coïncidé avec la promulgation, la même année, de la législation

sur les télévisions privées. Pour pouvoir mieux réguler et mettre en œuvre une politique cohérente des médias, le parlement et le gouvernement avaient besoin d'un organe qui pouvait leur donner des avis motivés, des avis formulés par les experts et par les représentants des divers secteurs des médias (1).

1° *Domaine de compétences :*

Le Conseil des médias a pour mission de donner un avis, à la demande du gouvernement ou du parlement ou de par sa propre initiative, avis sur tout objet relatif à la politique des médias. L'article 3 du décret du 2 mai 1985 indique ce qu'il faut entendre par le terme médias, notamment la radiodiffusion et la télévision, la presse écrite et tous les autres moyens de communication et d'information. La compétence du Conseil des Médias est donc très large, très étendue, et ses avis peuvent donc concerner n'importe quel aspect de la politique des médias et des moyens de communication et d'information.

Les décrets sur l'audiovisuel ont ajouté à cette compétence générale des compétences concrètes dans le cadre de l'agrément, ou dans le cadre du retrait ou de la suspension des agréments ou des autorisations des médias audiovisuels ou des réseaux câblés par le gouvernement flamand : dans tous ces cas, avant de prendre une décision, le gouvernement flamand est obligé de demander l'avis du Conseil des médias.

2° *Composition :*

Le Conseil des médias se compose d'un président, d'une assemblée générale et d'un comité d'experts. Les membres du Conseil sont nommés par le Gouvernement flamand.

L'assemblée générale se compose de délégués d'associations et d'organismes du secteur des médias, de personnes ayant des compétences particulières en matière de médias et de personnes représentant les usagers, les consommateurs, les spectateurs. Y sont représentés entre autre : l'AGJPB, la SABAM,

(1) D. VOORHOOF, « De Vlaamse Mediaraad », *Mediagids/Mediarecht, Algemeen Mediarecht*, 3., Voo 1-8.

l'agence
teurs,

Le c
mum,
d'étud

Le s
médias

3° C

Le C
tique d
projets
médias
se conc
entrepr
gouvern

Puis,
concern
ments c
réseaux
gouvern

4° Ol

Le pr
trop sou
une lap
que, de
D'un au
étaient
membre
intérêts
qu'ils re
des méd
téisme é

l'agence de presse BELGA, la BRTN/VRT, les câblodistributeurs, les éditeurs.

Le comité d'experts se compose de dix membres au maximum, recrutés parmi les membres de centres scientifiques, d'étude et de recherche.

Le secrétariat du Conseil est assuré par l'administration des médias du ministère de la Communauté flamande.

3° *Compétences spécifiques :*

Le Conseil donne d'abord des avis sur les aspects de la politique des médias en général et des avis concernant des avant-projets de décrets et projets des arrêtés relatifs au secteur des médias. Dans le cadre de sa mission, le Conseil des médias peut se concerter régulièrement sur la problématique des médias, entreprendre des travaux de recherche et en faire rapport au gouvernement et au parlement flamand.

Puis, le Conseil doit être consulté pour donner des avis concernant l'agrément, ou le retrait ou la suspension des agréments ou des autorisations pour les médias audiovisuels et les réseaux câblés. Bien entendu, il ne s'agit que d'un avis : le gouvernement se réserve la décision finale.

4° *Observation :*

Le problème essentiel du Conseil flamand des médias est que trop souvent le Conseil a été obligé de préparer des avis dans un laps de temps trop court, sous la pression du temps et que, dès lors, ses avis n'étaient parfois pas très approfondis. D'un autre côté, il faut aussi constater que, parfois, les avis étaient nettement influencés par des experts et par des membres de l'assemblée générale en fonction de leurs propres intérêts ou, plus précisément, des intérêts des organismes qu'ils représentaient. Enfin, les rapports annuels du Conseil des médias ont — à chaque fois — constaté un taux d'absentéisme élevé des membres et des experts.

3.3. — *Le Conseil des radios locales*1° *Domaine de compétence :*

Le Conseil des radios locales (art. 30) a pour mission de donner des avis au gouvernement flamand au sujet de l'organisation, de l'agrément, de la révocation ou de la suspension de l'agrément des radios locales. Le Conseil se réunit soit à la demande du Gouvernement flamand, soit d'initiative. Le Conseil a une compétence très limitée, uniquement en qui concerne les radios locales. La compétence du Conseil est purement consultative.

2° *Composition :*

Le Conseil se compose de douze membres nommés par le gouvernement flamand et recrutés dans le secteur des radios locales : « les membres sont nommés en raison de leur compétence et de leurs connaissances dans le domaine des radios locales et après consultation des associations ayant pour but la représentation des radios locales » (art. 30, § 2-7). Le secrétariat du Conseil est assuré par l'administration des médias du ministère de la Communauté flamande.

3° *Compétences spécifiques :*

Il appartient au Conseil de contrôler si les dossiers, les structures, les programmes et les émissions des radios locales sont en concordance avec les prescriptions applicables. Le Conseil examine les demandes d'agrément et rend un avis motivé sur toute demande. Finalement, il revient au gouvernement flamand de statuer sur les agréments.

Si le Conseil a l'intention de rendre un avis visant à suspendre ou à retirer l'agrément, le Conseil informe la radio locale concernée de son intention. Le radio locale dispose — à son tour — d'un délai de 30 jours pour introduire une réclamation écrite.

4° *Obs*

Le fait
dans le C
lité de ce
ments de
tion des

Institu
publicité
CFPS —
la radio
1992, en
tive aux
à la publ

1° *Don*

Le doi
aspects d
et à la té

2° *Com*

Le CFI
trats (par
du Consei
que de l'u
municatio
actif dans
issus du
classe mc
Conseil po

(1) D. Voc
pen », *Mediare*
sur les radios
Arr. Gouvern.
Vlaamse Raad

4° Observation :

Le fait que les radios locales soient elles-mêmes représentées dans le Conseil n'optimise pas l'indépendance et l'impartialité de ce Conseil, donnant des avis sur les modalités des agréments des radios locales ou contrôlant la conformité de l'action des radios locales aux prescriptions légales.

3.4. — *Le Conseil flamand de la publicité et du sponsoring à la radio et la télévision*

Institué en 1993 en application du décret concernant la publicité et le sponsoring du 12 juin 1991 (1), ce Conseil — le CFPS — a remplacé le Conseil de la publicité commerciale à la radio et à la télévision, lequel avait fonctionné de 1990 à 1992, en application de la loi nationale du 6 février 1987 relative aux réseaux de radiodistribution et de télédistribution et à la publicité à la radio et à la télévision.

1° *Domaine de compétence :*

Le domaine de compétence du CFPS concerne tous les aspects de la publicité, le sponsoring et le télé-achat à la radio et à la télévision.

2° *Composition :*

Le CFPS se compose de onze membres, dont trois magistrats (parmi lesquels le président) à l'exception des membres du Conseil d'Etat, deux représentants du personnel académique de l'université (facultés de droit ou des sciences de communication), un représentant de l'enseignement, un membre actif dans le secteur de la santé publique et quatre membres issus du Conseil socio-économique de Flandre (syndicats, classe moyenne, patronat), le SERV. Un représentant du Conseil pour la publicité (ASBL) assiste en tant qu'expert et

(1) D. VOORHOOF, « Reclame en sponsoring op de Vlaamse radio- en televisie-omroepen », *Mediarecht/Mediagids, Radio en Televisie*, 2., Voo 1-12 et « Publicité et sponsoring sur les radios et les télévisions flamands », *Guide des Médias, Radio et télévision*, Voo 1-13. Arr. Gouvern. fl. du 31 juillet 1991 relatif à la composition et au fonctionnement du Vlaamse Raad voor Reclame en Sponsoring op radio en televisie, *M.B.*, 9 novembre 1991.

dispose d'une voix consultative aux réunions du CFPS. Les membres du CFPS sont nommés par le gouvernement flamand.

Le secrétariat du CFPS est assuré par l'administration des médias du ministère de la Communauté flamande.

3° *Compétences spécifiques :*

Le Conseil a d'abord une compétence de préparation de la régulation : il a pour première mission de proposer un code de la publicité et du sponsoring à la radio et à la télévision. Ce code n'entre en vigueur qu'après avoir été approuvé par arrêté du gouvernement flamand. En d'autres mots, il ne s'agit pas d'une vraie compétence de régulation (1).

Le Conseil a ensuite une compétence consultative. Il a en effet pour tâche de donner des avis sur l'application et l'interprétation de la réglementation en matière de publicité et du sponsoring. Cet avis peut être demandé par le gouvernement flamand, ainsi que par n'importe quel intéressé. Le Conseil peut également, de sa propre initiative, formuler des avis. Le gouvernement flamand est même obligé de demander l'avis du Conseil, notamment lors de la préparation d'une modification ou d'une nouvelle législation relative à la publicité, au sponsoring ou au télé-achat à la radio et à la télévision.

Par ailleurs, le CFPS a une compétence de contrôle en ce qu'il a pour mission de veiller au respect des prescriptions en matière de publicité et du sponsoring. Le CFPS examine soit d'office, soit suite à une plainte, la publicité ou le sponsoring inséré dans les programmes, et il en vérifie la conformité aux textes légaux. Si le CFPS est d'avis qu'il y a infraction à la réglementation relative à la publicité et le sponsoring, il en fait part au ministre. Toutefois c'est uniquement le gouvernement flamand qui dispose de la compétence de retirer ou de suspendre l'autorisation de publicité ou l'agrément de l'organisme de télévision ou de la radio locale.

Enfin, le CFPS dispose encore d'une compétence de sanction. Il peut en effet, le cas échéant, prononcer une suspension

(1) Arr. Gouvern. fl. du 20 septembre 1995 portant le code de la publicité et du sponsoring à la radio et la télévision, *M.B.*, 29 novembre et 9 décembre 1995.

tempo
public
mesur
dente

4°

Le
lation
du 20
mand
consu
décre
de la

Par
infrac
flama
l'aut
privé
sanct
pensi
tionn
ment

En
il fau
porai

Da
const
adap
en m
visio
mulé
de s
cées (

(1)

(2)

temporaire (maximum un mois) d'un programme ou de la publicité en infraction avec la législation. L'application d'une mesure de ce type peut être décidée en cas d'infraction évidente.

4° *Observation :*

Le CFPS a exercé sa compétence de préparation de la régulation à travers dans le code pour la publicité et le sponsoring du 20 septembre 1995 promulgué par le gouvernement flamand. Par ailleurs, le CFPS a été, à plusieurs reprises, consulté par le gouvernement dans la phase de préparation des décrets portant sur des modifications en matière de régulation de la publicité et du sponsoring.

Par contre, alors que le CFPS a communiqué plusieurs infractions au ministre compétent, jamais le gouvernement flamand n'a usé de sa compétence de retirer ou de suspendre l'autorisation ou l'agrément d'une radio ou d'une télévision privée. Cette abstention tient sans doute au fait que les seules sanctions qui étaient prévues, c'est à dire le retrait ou la suspension de l'agrément ou de l'autorisation, étaient disproportionnées, ou en tout cas difficiles à appliquer par le gouvernement ou le ministre compétent.

Enfin, le CFPS n'a jamais usé de son pouvoir de sanction ; il faut d'ailleurs préciser que la compétence de suspension temporaire semblait inapplicable ou inefficace.

Dans son rapport annuel de 1995, le CFPS a lui-même constaté dans une note d'évaluation que « les instruments adaptés pour faire appliquer effectivement la réglementation en matière de publicité et de sponsoring à la radio et à la télévision font défaut » (1). Le CFPS a — en même temps — formulé des propositions pour que les compétences de contrôle et de sanction soient mieux organisées et effectivement exercées (2).

(1) VRRS, *Jaarverslag 1995*, Brussel, 1996, pp. 47-62.

(2) *Ibid.*, pp. 63-71.

3.5. — *Le Conseil flamand des litiges pour la radio et la télévision* (1)

1° *Domaine de compétence :*

Le Conseil des litiges statue sur toutes les contestations individuelles ayant trait à l'application des dispositions soit concernant la non-discrimination dans les émissions des radios et télévisions flamandes, soit concernant la déontologie journalistique et l'impartialité des émissions de journaux et des programmes informatifs de ces radios et télévisions, en ce compris les radios locales et la BRTN/VRT (art. 79). Les décisions du Conseil sont communiquées sans délai au parlement flamand et au gouvernement flamand.

2° *Composition :*

Le Conseil des litiges se compose de neuf membres, dont des magistrats auprès des tribunaux et des cours ou auprès du Conseil d'Etat, des universitaires provenant des facultés de droit ou des sciences des communications, et des journalistes professionnels de la presse écrite. Les membres sont désignés non par le gouvernement flamand, mais par le parlement flamand.

Quiconque apporte la preuve d'un préjudice ou d'un intérêt peut saisir le Conseil par son président.

3° *Compétences spécifiques :*

Lorsque le Conseil est d'avis, après une procédure contradictoire, que la requête est fondée, il peut soit donner un avertissement au responsable de l'organisme de la radio ou de la télévision, soit imposer la diffusion de sa décision, sous la forme et au moment qu'il détermine.

Le Conseil des litiges est considéré comme une autorité « quasi-juridictionnelle » (2).

(1) D. VOORHOOF, « De Vlaamse Geschillenraad voor radio en televisie », *Mediagids/Mediarecht, Radio en Televisie*, 7, Voo 1-8.

(2) Avis C.E. 11 juin 1986, *Parl. St.*, Vl. Raad, 1985-1986, nr 152/1, p. 24.

4° O

Dura
Conseil
ont été
signale
pétenc
ment p
que, al
lée » e
« d'aut
au sein

Les
organe
positiv

Posi
de leu
ment s
taine
applic

Mai
sur d
condu

Prir
des m
tences

Secu
d'agré
de rég
au go

Ter
tences

(1) F

4° *Observation :*

Durant les quelque dix ans où il a été opérationnel, le Conseil des litiges n'a reçu qu'une dizaine de plaintes. Toutes ont été considérées soit irrecevables, soit non-fondées. On peut signaler encore que le Conseil dispose quand même d'une compétence très remarquable : il s'agit d'une autorité qui a notamment pour compétence de veiller à la déontologie journalistique, alors que celle-ci, par nature, n'est en principe pas « régulée » en droit mais supposée être du ressort des organes « d'auto-régulation », comme le Conseil de déontologie institué au sein de l'AGJPB.

4. — LA RÉFORME ACTUELLE

4.1. — *Point de départ*

Les quelques années de pratique et d'expérience de ces organes de régulation ont conduit à une évaluation pour partie positive et pour partie négative (1).

Positive, en ce que ces organes ont démontré la pertinence de leur existence, soit à travers les avis donnés au gouvernement sur la politique de l'audiovisuel, soit à travers une certaine forme de contrôle de l'application de certaines règles applicables dans ce secteur.

Mais l'évaluation était, comme souligné ci-avant, négative sur d'autres aspects. L'essentiel des critiques a d'ailleurs conduit à quelques postulats de base.

Primo, il était nécessaire de transformer le Conseil flamand des médias en un organe plus performant, avec des compétences réduites.

Secundo, il a paru souhaitable de transférer les compétences d'agrément, d'autorisation et de sanctions à une seule autorité de régulation indépendante, en retirant donc ces compétences au gouvernement.

Tertio, il était nécessaire de mieux organiser les compétences de contrôle et de sanction et de prévoir plusieurs

(1) *Parl. St.*, VI. Parl., 1996-1997, nr. 742/1, 2-3 et 742/6, pp. 4-6.

niveaux de sanctions possibles. De ce point de vue, le rapport d'évaluation et les propositions formulés par le Conseil flamand de la publicité et du sponsoring à la radio et à la télévision ont joué un rôle important et ont influencé d'une façon décisive la réforme des organes de régulation dans le secteur de l'audiovisuel en Communauté flamande.

Ces trois principes sont traduits dans le décret qui vient d'être approuvé par le parlement flamand au mois de décembre 1997 (1).

4.2. — *La réforme*

4.2.1. *Le nouveau Conseil flamand des médias*

Dans un futur proche, la compétence du Conseil flamand des médias sera réduite aux avis, soit de façon générale en ce qui concerne la politique des médias, soit sur la préparation des avant-projets des décrets ou des projets d'arrêtés du gouvernement flamand. En d'autres termes, le Conseil des médias ne donnera plus d'avis dans le cadre des procédures d'agrément ou d'autorisation.

En ce qui concerne la composition, le comité d'experts sera supprimé, et le maximum du nombre des membres du Conseil sera fixé à 25. Deux catégories de membres seront prévues : les représentants des secteurs des médias d'une part, les experts et les représentants des usagers d'autre part. Tous seront nommés par le gouvernement flamand pour une durée de quatre ans, comme c'était le cas sous l'application du décret de 1985. Le mandat de membre du Conseil des médias est incompatible avec un mandat politique, ou avec le statut de fonctionnaire du ministère de la Communauté flamande. L'exercice d'une fonction, de quelque nature qu'elle soit, au sein ou à la demande d'un secteur, société ou organisme des médias, est incompatible avec la qualité d'expert ou de représentant des usagers.

(1) Décret du 17 décembre 1997 relatif au « Vlaams Commissariaat voor de Media » et au « Vlaamse Mediaraad », *M.B.*, 13 mars 1998. Selon l'article 16, le gouvernement flamand fixe, pour chacune des dispositions du décret, la date d'entrée en vigueur.

4.2.2. *L*

L'essent
d'install
la compé
ments et l

Il est é
disposera
non-respec
les réseau
décret son
publicatio
à 5.000.00
l'autorizat
thèse, les
gation de

Des cor
transférée
des radios
sponsoring

Le Con
président
Commissa
pour une
peut exer
teur, une

Des fo
mande se
cement,
annuelle

Nous
trouve a

(1) Arrêt
« Vlaams Co

4.2.2. *Le Commissariat flamand aux médias*

L'essentiel de la réforme réside évidemment dans la décision d'installer un Commissariat aux médias. Le Commissariat aura la compétence de délivrer, de suspendre ou de retirer les agréments et les autorisations dans le secteur de l'audiovisuel.

Il est également important de relever que le Commissariat disposera d'un assortiment de sanctions applicables en cas de non-respect de la législation par les radios, les télévisions ou les réseaux câblés. Les sanctions prévues dans le nouveau décret sont l'avertissement, la diffusion de la décision, la publication de la décision, l'amende administrative de 50.000 à 5.000.000 FB, la suspension ou le retrait de l'agrément ou de l'autorisation. Le nouveau décret prévoit que, en toute hypothèse, les principes d'appel, du débat contradictoire, de l'obligation de motivation et de publicité seront garantis (1).

Des compétences importantes du gouvernement seront donc transférées à ce nouveau Commissariat, tandis que le Conseil des radios locales et le Conseil flamand de la publicité et du sponsoring à la radio et à la télévision disparaîtront.

Le Commissariat sera composé de trois membres, dont le président sera issu de la magistrature. Les trois membres du Commissariat seront nommés par le gouvernement flamand pour une période de six ans. Un membre du Commissariat ne peut exercer un mandat politique et ne peut être lié à un secteur, une entreprise ou un établissement actif dans les médias.

Des fonctionnaires du ministère de la Communauté flamande seront détachés au Commissariat. En termes de financement, le Commissariat pourra disposer d'une dotation annuelle inscrite au budget de la Communauté flamande.

5. — CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES

Nous avons pu constater que la Communauté flamande se trouve actuellement dans une période de transition importante

(1) Arrêté du gouvernement flamand du 14 juillet 1998 fixant la procédure pour le « Vlaams Commissariaat voor de Media », *M.B.*, 20 août 1998.

apport
eil fla-
télévi-
façon
eur de

vient
ois de

amand
e en ce
uration
u gou-
médias
d'agré-

ts sera
Conseil
es : les
xperts
seront
rée de
décret
ias est
tut de
nande.
oit, au
ne des
repré-

Media » et
ment fla-
ur.

en ce qui concerne la réforme des organes de régulation dans le secteur des médias audiovisuels. Cette réforme se caractérise essentiellement par la réduction des pouvoirs du gouvernement en ce qui concerne l'administration de l'audiovisuel, et par le fait que les compétences d'agrément, d'autorisations, de contrôle et de sanctions dans le secteur des médias audiovisuels dans le futur se situent au sein d'une seule autorité indépendante, le Commissariat flamand aux médias, à l'exception du Conseil des litiges, qui subsiste et garde d'ailleurs sa compétence très spécifique.

Il reste donc de nettes différences entre le C.S.A. de la Communauté française et la situation en Communauté flamande. La première est que, tandis que les compétences d'avis, d'une part, et de contrôle et de sanction, d'autre part, sont réunies au sein du C.S.A. — fût-ce avec des collèges spécialisés —, ces compétences seront, en Communauté flamande, divisées entre le Conseil des Médias et le Commissariat aux médias. Une deuxième différence, plus importante encore, réside dans le fait que le Commissariat flamand aux médias aura la compétence de délivrer les agréments et les autorisations, tandis que cette compétence restera au gouvernement en Communauté française. Dans ce domaine, le C.S.A. n'a donc qu'une compétence consultative, alors que le gouvernement flamand est dessaisi de cette compétence importante au bénéfice du Commissariat.

En ce qui concerne la compétence de contrôle et de sanction, le Commissariat aura certainement une mission importante à remplir, aussi bien dans la perspective de l'application de la législation audiovisuelle flamande, que dans la perspective du droit européen. On pense tout particulièrement à l'article 3, § 2 de la directive « Télévision sans frontières », qui impose aux Etats membres de veiller « *par les moyens appropriés, dans le cadre de leur législation, au respect effectif, par les organismes de radiodiffusion télévisuelle relevant de leur compétence, des dispositions de la présente directive* ». Conformément encore à l'article 3, § 3, ces mesures comprennent entre autres « *des procédures appropriées pour permettre à des tiers directement concernés (...) de saisir les autorités compétentes, judi-*

*ciaire
tions,*

*Sel
sation
audic
et (...
rêts.
média
lation
de la
gouve
média
Comm*

*Ens
d'exer
forma
elle se*

(1) D
fiant la
certaines
relatives
1997.

(2) P
(3) Jc

ciaires ou autres, pour faire respecter effectivement ces dispositions, conformément aux dispositions nationales en vigueur » (1).

Selon le ministre flamand des médias, toute cette réorganisation des organes de régulation dans le secteur des médias audiovisuels a pour but « *d'arriver à une structure transparente et (...) de mettre un terme à certaines formes de confusion d'intérêts. Le projet aspire à une dépolitisation des structures des médias, à un contrôle efficace et à une application de la législation ainsi qu'à un système de sanctions adéquat* » (2). Le succès de la réforme dépendra en grande partie de la manière dont le gouvernement flamand organisera ce Commissariat aux médias et des moyens de personnel et de logistique dont le Commissariat pourra disposer.

Ensuite il sera de la responsabilité du Commissariat même d'exercer ses compétences importantes et ceci de manière performante et indépendante : « *l'indépendance ne se décrète pas, elle se démontre* » (3).

(1) Directive 97/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 juin 1997 modifiant la directive 89/522/CEE du conseil du 3 octobre 1989 visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à l'exercice d'activités de radiodiffusion télévisuelle, *J.O.C.E.*, L., 30 juillet 1997.

(2) *Parl. St.*, VI. Parl., 1996-1997, nr. 742/6, 5.

(3) JONGEN, F., *o.c.*, p. 5.